

**Conseil d'administration  
20-21 juin 2024**

**En référence au  
point 6.1 de l'ordre du jour**

**Point à l'ordre du jour : Rapport de la Présidente et du DG**

Nous avons parlé de l'état du monde et des implications pour l'IPPF lors de notre réunion de mars dernier. Les guerres à Gaza et au Soudan continuent de causer des dévastations massives, les Nations unies montrent qu'elles sont en détresse respiratoire aiguë et, dans un certain nombre de pays, les étudiants se mobilisent pour la paix.

L'IPPF a choisi de soutenir une stratégie qu'une génération plus jeune, plus exigeante et plus diversifiée nous a aidés à définir.

**Centrer les soins sur la personne** : Nous nous efforçons d'allouer un financement au titre du Flux 2 pour les personnes en déplacement, en mettant l'accent sur les routes qui traversent le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine. Ce travail est lié aux six principes (ci-joints) qui sous-tendent notre action humanitaire et qui ont été définis lors des délibérations du Conseil d'administration à Berlin. Le lancement du programme d'accélération pour l'**Élimination de la mutilation génitale féminine** a réuni des experts internationaux de Malaisie, d'Indonésie, d'Égypte, de Mauritanie, du Somaliland, du Mali, du Tchad et du Soudan. Les Associations membres qui travaillent sur la MGF rendront désormais des comptes également sur le changement social, le plaidoyer, les services, les partenariats et la recherche. Le Premier ministre et la ministre de l'Action sociale, de l'enfance et de la famille de Mauritanie se sont engagés à soutenir les survivantes des MGF, l'accès à la SSR et à l'IPPF. Le Croissant-Rouge marocain et notre Association marocaine de planification familiale ont signé un accord de partenariat afin d'assurer une meilleure prise en charge des migrant-e-s et des réfugié-e-s. La Croix-Rouge veillera à ce que toutes et tous les prestataires soient formé-e-s aux directives cliniques élaborées par l'IPPF et partagera une installation pour fournir des services à la frontière entre le Maroc et l'Espagne. Au Bhoutan, l'initiative **#GotToBreakFree** a été lancée par la Reine Mère afin de donner plus de voix aux **survivantes de la violence sexiste et sexuelle** et promouvoir la solidarité et l'activisme communautaires. Le DG a assisté à l'événement et a rencontré des prestataires pour discuter de la **grossesse chez les adolescentes** et des **soins d'avortement sans risque**, ainsi que des **services inclusifs** pour les LGBTQ. RENEW collaborera avec l'OMS pour un **plaidoyer commun sur les services inclusifs LGBTQ et facilitera des visites d'apprentissage croisé entre le Bhoutan et d'autres AM de l'IPPF**.

**Faire avancer l'agenda de la sexualité** : La 11<sup>ème</sup> Conférence africaine sur la SSR a été accueillie par le Maroc et co-organisée par l'IPPF. 600 participant-e-s de 42 pays africains étaient représenté-e-s par des ministres, des premières dames, des ONG, la Ligue arabe, l'Union africaine, des organisations de jeunes et des gouvernements. Vingt

recommandations pour la Déclaration de Rabat ont été partagées avec les missions permanentes de l'Union africaine. La prochaine conférence aura lieu en Namibie en 2026.

Le 4 avril, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève adoptait par 24 voix pour, 23 abstentions et aucune voix contre, une résolution historique sur la **Lutte contre la discrimination, la violence et les pratiques préjudiciables à l'égard des personnes intersexes**. La résolution reconnaît que les personnes « nées avec ces variations des caractéristiques sexuelles » existent dans toutes les sociétés et qu'elles sont confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination dans tous les domaines de la vie.

**Solidarité en faveur du changement** : Le 12 avril, après des années d'efforts de la part de *Polish Women Strike* et d'autres organisations, trois projets de loi visant à dépénaliser l'avortement en Pologne ont été envoyés en deuxième lecture à la commission parlementaire, marquant ainsi un moment crucial de changement. La campagne citoyenne européenne "Ma voix, mon choix" vise à rendre l'avortement accessible dans toute l'Union européenne. La campagne vise à recueillir un million de signatures. Le réseau européen de l'IPPF et les AM basées dans l'UE soutiennent les efforts initiés par nos partenaires en Slovaquie. Les collègues de l'UE peuvent signer ici. [sign here](#).

Le DG et des représentants de l'équipe de direction étaient présents et ont pris la parole lors des lancements du rapport du FNUAP sur l'état de la population mondiale et du **Programme d'action de la CIPD**, qui ont marqué le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la Conférence du Caire. L'IPPF était représentée à Londres, Tokyo, Berlin, New York, ainsi qu'à la 8<sup>ème</sup> Conférence internationale des parlementaires et à Cotonou, Bénin, où la CIPD+30 a sollicité la contribution des jeunes pour élaborer une vision pour l'ère post-ODD. Plus de 25 Associations membres étaient représentées dans différents forums.

La Présidente de l'IPPF a été réélue pour deux ans à la coprésidence du **groupe consultatif sur le genre et les droits du Programme en reproduction humaine** de l'OMS, ce qui nous a permis de renforcer notre collaboration en matière de directives de soins en ce qui concerne les MGF, la violence sexuelle et sexiste dans des cadres humanitaires et aux transsexuels. L'IPPF a été réélue en tant qu'OSC représentant les partenaires de mise en œuvre au sein du Comité directeur du *Partenariat UNFPA Supplies*.

Comme prévu lors de la mise en place de **Kalavai**, une organisation trans-sectorielle et transcontinentale est essentielle. Dans une période d'insécurité financière accrue, nous avons obtenu les engagements financiers nécessaires pour démarrer. Des déclarations publiques communes ont été publiées par les principaux organisateurs de Kalavai, l'IPPF et ILGA World, en réponse aux actions législatives anti-LGBTIA+ en Ouganda et au Ghana, et le partenariat progresse bien.

Après quelques mois anxiogènes, plusieurs accords importants ont été conclus. Le gouvernement des Pays-Bas a doublé notre subvention non restreinte 2024-2025, la faisant passer de €3,6m à €7m par an, et l'a prolongée jusqu'en 2028, garantissant ainsi €30m supplémentaires pour les cinq ans à venir. Nous avons passé avec succès un contrat pour le programme EMPOWER avec Global Affairs Canada, avec à la clef CAD48m sur 7 ans. L'IPPF a gagné l'appel d'offres WISH du FCDO, avec à la clef £75m sur 5 ans pour un nouveau programme WISH. Nous sommes sur le point de signer un accord de financement de base non restreint de trois ans avec SIDA pour un montant de SEK180m (environ \$16,5m sur 3

ans). Cette période a également été marquée par d'intenses engagements de donateurs de haut niveau en Espagne, au Japon et en Chine, afin de renouveler notre collaboration et de faire avancer notre mission.

**Prendre soin de notre Fédération** : Nous avons terminé l'année 2023 avec un léger excédent non restreint et avons clôturé l'année avec une réserve générale au milieu du seuil convenu par le Conseil d'administration, grâce à un meilleur recouvrement des charges indirectes, une meilleure gestion de trésorerie et de meilleures performances en matière de dons individuels (levée de fonds), ainsi que des gains sur le forex. Il y avait dans le budget 2024 un risque important qui a été grandement atténué par les subventions de nos donateurs, comme il a été décrit ci-dessus.

Les résultats de l'enquête du « **Dispositif de responsabilité du Secrétariat** » menée auprès des AM ont été consolidés avec les données issues d'un questionnaire qui leur avait été soumis et, suite à cela, de discussions dans le cadre de groupe de réflexions avec 31 AM. Cela a permis d'approfondir le retour d'information qualitatif et de découvrir des thèmes d'action nuancés (nationaux et régionaux). L'équipe de direction va élaborer sa réponse et les résultats seront ensuite communiqués aux équipes du Secrétariat et les AM puis feront l'objet de discussions.

Après une recherche approfondie avec notre agence partenaire dans la région, des entretiens auront lieu au cours de la troisième semaine de mai afin de recruter un/e Directeur-riche de la région Asie du Sud. En fonction des délais de préavis, nous prévoyons que le/la nouveau-elle Directeur-riche régional-e rejoindra son poste entre août et septembre.